

Tribune Ouvrière

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault

Ça va éclater

Il y a de cela pas longtemps, le simple mécontentement de la classe ouvrière était exploité par les partis d'opposition pour lutter contre le gouvernement.

Combien de fois les partis de gauche se sont servis de ce tremplin pour revendiquer le pouvoir ?

Aujourd'hui, les choses ont changé car c'est "la gauche" qui est à la tête du gouvernement et le mécontentement des ouvriers ne peut plus servir à personne, au contraire, il gêne tout le monde.

Depuis les Communistes jusqu'aux anciens RPF, tous s'y sont mis pour faire un gouvernement socialiste et il est bien évident que tous veulent le conserver. Les ouvriers sont donc seuls juste au moment où on avait tout fait pour qu'ils croient qu'ils ne l'étaient pas.

Une grève faite sous un gouvernement de droite étant interprétée par la gauche comme une légitime revendication. Une vague de grève aujourd'hui sera interprétée par le gouvernement comme une manœuvre de la réaction destinée à l'abattre.

Le mécontentement des ouvriers grandit aujourd'hui : il y a la hausse des prix, le départ des rappelés, la guerre, et devant tout cela, qu'est-ce qu'il y a ? Un homme de gauche à la tête du gouvernement qui clame la paix sociale et demande "la pause" dans les revendications.

Mais si les choses ont changé à la Chambre des Députés et au Gouvernement, elles continuent comme par le passé dans la classe ouvrière. Les ouvriers sont très mécontents c'est un fait mais ils attendent encore que quelque parti prenne ce mécontentement en mains ou qu'une Centrale Syndicale lance une vague de grève. "Ça va éclater" tel est le slogan que l'on entend autour de nous.

Mais qui va faire éclater ?

F.O.-dont les sympathies pour le gouvernement socialiste ne sont pas un secret pour personne et qui limite son action à des entretiens avec Guy Mollet et au bavardage habituel sur les salaires-?

La CGT et le parti communiste qui prétendent vouloir défendre les ouvriers mais qui veulent avant tout conserver les socialistes au pouvoir ?

Mais qui va faire "ECLATER" alors ?

Il ne reste qu'une possibilité et qu'une seule, c'est que cet éclatement vienne des ouvriers eux-mêmes.

Mais beaucoup nous objectent que si ce ne sont les ouvriers, eux-mêmes, qui déclenchent le mouvement, ils ne pourront pas coordonner leur lutte et les grèves resteront morcelées.

Mais que l'on nous dise, alors, qui d'autre serait capable d'unifier ces grèves ?

Quand, les syndicats ont-ils coordonné la lutte des ouvriers ?

En Août 1953, lorsqu'il y avait 4 millions de fonctionnaires en grève ?

En Août 1955, lorsqu'il y a eu tout un échelonnement de grèves en Province ?

.../...

Non, ce n'est pas cette fois encore que les syndicats coordonneront le mouvement.

Certains ouvriers aussi ne voient pas de possibilités de mouvement sans que se réalise une unité syndicale.

Il est évident que si les ouvriers attendent que cette unité se réalise avant de se lancer dans un mouvement, ils attendront longtemps. S'ils font confiance dans l'unité des Centrales pour diriger leur lutte, il est certain qu'ils seront battus d'avance, car alors il suffira d'un discours de Blanc contre Linet ou vice versa pour ^{ou} échouer le mouvement.

Combien de fois cette unité syndicale a-t-elle résisté au besoin des bureaucrates syndicaux de se justifier devant leurs électeurs, au besoin des centrales de se différencier de leurs concurrents ?

La véritable unité ouvrière ne peut se faire justement qu'en dehors des querelles de boutiques de ces centrales.

Le plus sûr moyen que "ça éclate" est que ce soit les ouvriers qui déclenchent eux-mêmes leur mouvement et qu'ils prennent la direction de leur propre lutte. Aujourd'hui si la bourgeoisie et les partis politiques de gauche et les organisations syndicales pour la défendre, les ouvriers par contre, ont avec eux le fait qu'ils sont de moins en moins dupes, que la situation devient plus claire et c'est pour cela qu'il sera plus difficile, demain, à ces organismes de stopper un mouvement parce qu'ils n'auront plus derrière eux comme par le passé, la confiance absolue des ouvriers.

-o-o-c-o-o-

de la "pacification" à la 3^{ème} guerre mondiale

"L'affaire de SUEZ" est entrée dans sa dernière phase et le cliquetis des armes que l'on prépare est couvert peu à peu par le brouhaha des conférences diplomatiques. Les deux maîtres actuels de la situation, l'URSS et les USA, ont préféré s'entendre, non pour éviter à la France et à l'Angleterre une nouvelle expédition d'Egypte, mais parce que cette expédition aurait été le début de la 3ème guerre mondiale.

Il n'y aura rien eu après tout ce bruit, et c'est tant mieux. Toutes ces clameurs belliqueuses n'avaient en effet pour but que de mobiliser nos esprits pour pouvoir disposer de nos poitrines et nous étions prêts croyant mourir pour la patrie à mourir, comme le disait Anatole France, pour les capitalistes et les banquiers. Et bien les travailleurs ont attendu sans l'espérer mais avec résignation, le fascicule de mobilisation.

Bien sûr, on nous a présenté les choses autrement et Mollet s'est défendu de vouloir sauvegarder les profits de la Compagnie du Canal de Suez ; nous partions au son des tambours pour défendre la liberté de passage dans le canal et parce que suivant une formule frappante sinon juste et qui a eu du succès : Nasser = Hitler.

La liberté de passage n'est pas plus menacée maintenant qu'avant, parce que les bénéfices vont dans les caisses de l'état Egyptien plutôt que dans les coffres de la Bourse et de la City, puisque de toutes façons ce sont les troupes égyptiennes qui gardent le canal. Nasser pouvait tout aussi bien ne pas garantir la liberté de passage avant la nationalisation et il ne s'en est pas privé vis-à-vis des navires israéliens. La seule chose qu'on a changé c'est la destination des profits et c'est pourquoi nous partions en guerre.

Quant à Nasser ce n'est certes pas un champion des libertés populaires et c'est bien pour cela que le Foreign Office l'a placé à la tête de l'Egypte, il y a quelques années. Le rôle de Nasser était justement de défendre les intérêts économiques de l'Angleterre face aux fellahs égyptiens. Si on s'aperçoit maintenant, du côté franco-anglais, qu'il est un dictateur, c'est simplement qu'il vient de sacrifier les intérêts anglais pour sauver sa propre domination en défendant, pour une fois, les intérêts du peuple égyptien. Et ce qui a changé ce n'est pas Nasser, c'est le rapport des forces entre les classes de la société égyptienne et encore une fois, la destination des profits.

Mais la France et l'Angleterre n'ont plus le rôle déterminant dans les affaires mondiales qu'elles avaient il y a 50 ans. Et, comme nous le disions plus haut, U.S.A. et URSS

ont pu s'entendre à la fois sur le dos des deux vieilles dames colonialistes comme on les appelle maintenant et celui des Etats arabes. C'est pourquoi nous n'aurons pas la guerre cette fois-ci, et c'est pourquoi nous pouvons être soulagés.

Mais l'accord, plus ou moins enveloppé de belles phrases sur la liberté, entre l'URSS et les USA pour se partager l'influence sur les Etats arabes n'empêchera pas les centaines de millions d'hommes d'Afrique et d'Asie qui aspiraient à la dignité d'homme, d'entrer en lutte pour leur liberté. Ces hommes, les bombes et les balles ne les arrêtent pas ; ce ne sont pas les chiffons de papier ou d'autres, décidant de leur sort qui les arrêteront. Et ces révolutions coloniales remettant constamment en question les accords entre les deux blocs ne pourront pas manquer de précipiter ceux-ci dans une nouvelle guerre encore plus longue et plus sanglante que celle dont nous venons de sortir. Cela pour tenter de sauver leur domination.

C'est pourquoi ces pactes et ces accords ne protègent pas la paix. La seule menace qui puisse arrêter les dirigeants, des pays dits avancés, c'est que leurs propres peuples refusent d'aller défendre les profits des banquiers aux quatre coins du monde.

La guerre d'Algérie est un avertissement. L'affaire de Suez en est un autre. Chacun de ces drames pouvait ou peut entraîner la troisième guerre mondiale. A chaque fois par notre passivité nous avons montré que les capitalistes et les banquiers pouvaient compter sur nous pour aller engraisser de notre sang les terres lointaines, ou pousser les profits impérialistes.

Le seul gage de paix pour l'avenir serait que le prolétariat français affirme qu'il ne prendra plus un fusil pour cela. La guerre d'Algérie a été un encouragement pour nos ministres. Si nous ne nous étions pas laissé faire pour l'Algérie, jamais ils n'auraient osé parler de nous envoyer à Suez. Il faut que cette sale guerre devienne l'exemple contraire et que dans les luttes qui viennent nous lui opposions une telle réaction que Mollet et ses imitateurs éventuels comprennent et comprennent bien, que nous ne voulons pas mourir ni pour la patrie impérialiste, ni pour les capitalistes et les banquiers.

..o..o..o..o..o..o..o..o..o..o..

SECURITE ET HYPOCRISIE

De nouveau 2 accidents mortels se sont produits chez Renault depuis les vacances. Une pile de tubes gerbés trop haut s'est écroulée tuant un ouvrier et en blessant un autre. Un palan électrique n'a pas fonctionné correctement et a heurté un ouvrier qui fut tué sur le coup.

Les services de sécurité ne manqueront pas de prouver comme à chaque fois que ces accidents sont dus à l'inobservance des règles élémentaires de sécurité et ils auront beau jeu de prouver qu'ils sont innocents en cette affaire. Dans ce cas comme dans d'autres la préoccupation majeure des responsables sera de se "mettre sous le parapluie" suivant l'expression consacrée.

Des mesures draconiennes seront prises. Des raies blanches seront peintes sur le sol pour délimiter des espaces de rangement. Des constructions seront peintes en noir sur jaune à des endroits judicieusement choisis. Des consignes seront passées aux ouvriers et on verra même, comme cela c'est déjà produit, le chef d'équipe venir rappeler à chaque ouvrier les précautions à prendre pour éviter les accidents, suivies du baratin paternaliste : " C'est pour vous, c'est dans votre intérêt " et puis cocher d'une croix en face de votre nom sur une liste. Les accidents peuvent arrivés vous aurez été prévenus. Puis tout doucement les habitudes reprennent. Pas de place pour mettre ces pièces, "débrouillez-vous" et on se débrouille, on empile trop haut et les accidents se renouvellent.

La direction n'a pas intérêt à ces accidents mais sa préoccupation majeure est d'assurer la production. C'est pourquoi la sécurité et ses services ont surtout un rôle psychologique à jouer et c'est pourquoi très souvent les trouvailles de la sécurité nous donneraient l'occasion de rire un bon coup si trop souvent notre vie n'était pas en cause.

Alors que devons nous faire ? C'est à nous ouvrier de veiller à notre sécurité et pour cela nous ne devons compter que sur nous-mêmes. Des règlements existent que

L'on ne manquera pas de retourner contre nous si "nous sommes en défaut". Alors utilisons ces règlements aux maximum quelles que soient les répercussions sur la production. Entre production et sécurité le patron choisit la production. Faisons en sorte que ce soit notre sécurité qui prime sur la production.

ENCORE LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Dans certains ateliers d'outillage il n'y a pas beaucoup de travail et pourtant on nous demande de faire des heures supplémentaires.

Avec l'outillage de la Dauphine il y a eu du travail. On nous a demandé un coup de collier. On s'est habitué à une paye assez confortable en faisant beaucoup d'heures. Aujourd'hui que le travail baisse et par conséquent la paye et les heures supplémentaires majorées, la vie augmente.

Dans de nombreuses, petites et moyennes, entreprises le départ de jeunes soldats a créé un vide. On embauche et on fait des heures. La Direction a compris que si nous ne touchions pas la même paye un nombre important de compagnons iraient ailleurs et devant la pénurie de main d'oeuvre due à la guerre d'Algérie, qui risque de durer un moment, elle aurait du mal à retrouver des compagnons quand les besoins de la production l'exigeront.

Elle aurait pu en échange de "l'effort" qu'elle nous a demandé il y a quelques mois faire à son tour "un effort" et continuer à nous donner la même paye en ne faisant que 48 heures.

Mais c'est une dangereuse habitude à nous donner et de plus cela créerait un dangereux précédent pour les autres qui travaillent à la fabrication. Alors elle continue à nous "occuper" en heures supplémentaires.

Cela doit lui coûter cher. Pas tellement. Car la majoration pour heure supplémentaire qui nous est versée représente un pourcentage assez faible du prix de l'heure facturé dans un atelier d'outillage où les frais généraux d'ateliers sont élevés du fait de l'utilisation et par conséquent de l'amortissement d'un outillage qui coûte cher.

Ainsi à peu de frais la Direction conserve sa main d'oeuvre qualifiée ; elle nous fait conserver l'habitude des heures supplémentaires car c'est dur, lorsqu'on s'est remis à respecter la semaine des 2 dimanches de revenir travailler le samedi.

En plus, elle nous maintient éloignée de la lutte des autres ouvriers par un salaire qui dépasse de loin les leurs. (Un O.S. qui fait 48 heures, gagne 10 à 11000 fr. dans sa semaine, tandis qu'un P.3 qui fait 60 heures en gagne environ 20000).

LES DEBOIRES de l'UNITE SYNDICALE AU COMITE d'ENTREPRISE

L'Unité syndicale est mythe qui est souvent brandi mais le mythe résiste mal à la réalité.

Chez Renault le mythe de l'unité s'arrête là où commence la course aux bons postes du Comité d'Entreprise. La majorité cégétiste y a conquis de haute lutte les organismes sociaux : cantine, colonies de Vacances etc... elle y planque une armée de réserve qui le cas échéant sort toute fraîche, ou pour organiser une grève ou pour la saboter. Elle peut récompenser un bon militant en lui donnant un bon poste dans ses services, - un directeur de cantine est aussi grassement payé que dans n'importe quelle entreprise capitaliste -. D'organisation syndicale, elle devint organisation patronale et elle demande à ses employés non seulement leur force de travail mais aussi leur dévouement à la cause. Ce privilège est évidemment convoité par les centrales concurrentes qui sont traitées en parents pauvres.

Ces centrales F.O - C.F.T.C. - S.I.R. - C.G.C., dénoncent souvent ce Comité d'Entreprise car ils voient toutes les possibilités qu'ils pourraient en tirer s'ils le détenaient eux-mêmes.

Dernièrement, nous avons assisté à un marchandage de ce genre. Devant les offres

d'unité d'action de la C.G.T., les autres centrales syndicales lui demandaient une place à la Direction des Services Sociaux. - Donnant donnant - .

Pour réaliser cette unité là, il ne s'agissait plus d'échanger des paroles, il fallait troquer des slogans d'unité d'action contre la gérance de 350 millions de francs

La C.G.T. a jugé que l'unité d'action à laquelle elle semblait attacher le plus grand prix en parole, ne valait pas jusqu'à sacrifier les bonnes places et le contrôle du mégot. Alors ce fut la comédie habituelle. Les tracts se sont succédés, la C.G.T. a dénoncé les concurrents et les concurrents ont pleurniché et ont aussi dénoncé.

La Direction peut se féliciter de la chose. Il lui suffit de prendre 350 millions sur le salaire des travailleurs et de les distribuer au C.E. pour voir aussitôt la discorde s'établir entre les syndicats autour de l'argent.

Cette discorde arrive à passionner certains ouvriers, laisse indifférents d'autres mais elle occupe les syndicats et permet de divertir les ouvriers de leur véritable problème de classe.

Pendant cette querelle il y avait aux fonderies 300 ouvriers qui faisaient grève. S'ils se battaient eux, ce n'était pas pour se partager les bonnes places mais pour se défendre contre ce que la direction voulait leur prendre. Il y avait 300 ouvriers qui faisaient la grève mais le bruit de leur lutte était savamment étouffé par le bruit de la dispute entre les Centrales syndicales. Là encore la Direction pouvait se frotter les mains.

Si l'unité syndicale s'arrête dès qu'il s'agit d'avoir de bons postes ou de partager la gérance d'une véritable entreprise on peut imaginer ce qu'elle serait demain si l'enjeu était plus important.

MANOEUVRE DE DIVERSION

Les prix augmentent et malgré tous les tripatouillages l'indice des prix risque de déclencher le jeu de l'échelle mobile (loi de 1952). Il suffit d'un tout petit rien et ce tout petit rien vient de surgir avec l'augmentation du prix du pain.

La campagne de démagogie est ouverte. On peut tout augmenter. Mais toucher au prix du pain ça ne va plus ! C'est le gouvernement qui prend la défense des intérêts des travailleurs en s'opposant à l'augmentation du prix du pain de 2 francs par Kg.

Lui qui a permit toutes les augmentations, lui qui a augmenté le prix de l'essence du tabac et les impôts, il ne permet pas qu'on augmente le prix du pain.

Plusieurs fois déjà le gouvernement a résolu ce problème en accordant des subventions pour éviter que l'augmentation du prix du pain ne vienne grossir l'indice des 213 articles. Evidemment c'est toujours nous qui payons par le jeu des impôts. Mais cette fois il s'oppose avec énergie. Pourquoi ?

D'abord il ne veut pas qu'une augmentation du prix du pain déclenche le mécanisme de l'échelle mobile. Car à ce moment là, non seulement il laisserait un prétexte aux ouvriers pour poser leurs revendications de revalorisation du pouvoir d'achat, mais encore il placerait les syndicats dans l'obligation d'appuyer ces revendications ouvrières.

Même si ceux-ci ne le faisaient que pour la forme et par démagogie il est toujours dangereux pour ces messieurs de laisser se développer un mouvement revendicatif. Car alors les ouvriers n'entreraient pas en lutte uniquement pour compenser une augmentation de 2 francs sur le kilo de pain. C'est tout le problème de leurs revendications qui serait remis en question.

Le gouvernement et le patronat le savent et ils manoeuvrent en conséquence. En s'opposant à l'augmentation du prix du pain ils essaient de détourner, temporairement, le mécontentement général sur un objectif bien précis et très limité. Par ailleurs ils tentent également de détourner la colère accumulée par la politique de vie

..../...

chère et de guerre sur une fraction de la population : les commerçants et en particulier les patrons boulangers.

Les bris de vitrines de plusieurs boutiques de boulangers montrent que leur calcul peut parfois réussir à tromper les travailleurs. Il n'est pas question évidemment de défendre les petits commerçants qui trouvent toujours le moyen de récupérer sur notre dos les taxes que leur impose le gouvernement. Mais il serait aussi ridicule de nous laisser détourner de notre lutte contre le patronat et l'Etat en s'attaquant au petit commerçant.

Ce serait aussi ridicule que de rendre le contremaître responsable de l'augmentation des cadences. Car même si l'un comme l'autre ont parfois une part de responsabilité dans l'exploitation des travailleurs les vrais responsables sont ceux qui détiennent les leviers de commande du pays.

LA GREVE NON AUTORISEE

La grève des ateliers 6I.43 et 6I.44 fut motivée par une modification du système de paye. Par le passé cette dernière été calculée en fonction d'un taux de base horaire (ou taux net) multipliée par le coefficient de production plus une partie fixe.

EXEMPLE : Taux de base 90,90 X coefficient 200 %	=	181,80
plus la partie fixe		<u>85,90</u>
Total horaire		267,70

A l'heure actuelle la paye est modifiée de telle sorte que les ouvriers croient qu'ils n'auront plus de garanties car suivant les termes des chefs "ils sont trop payés".

La nouvelle paye est calculée de la manière suivante :	Taux horaire	168,20
	Partie fixe	<u>86,80</u>
		255,--
	Plus une "PRIME COMPENSATRICE"	<u>15,50</u>
Total horaire (augmentation de 1 % comprise)		270,50

Toutefois cette prime de compensation est tout à fait aléatoire, de telle sorte qu'une mutation à un nouveau poste est susceptible de la faire disparaître. Quant aux nouveaux embauchés il est fort probable qu'ils ne la toucheraient pas.

La grève fut déclenchée d'une manière spontanée. Les compagnons voyant l'existence incertaine de cette prime disaient : "Pourquoi changer le système de paye si c'est pour arriver au même résultat? Il doit y avoir un coup de jarnac la-dessous!"

La grève s'est faite indépendamment de l'avis des délégués et des consignes syndicales. Les ouvriers oublient ou ne connaissent pas les statuts de l'accord du 15 Septembre 1955 auxquels tous les syndicats adhèrent, accord qui stipule que pour déclencher légalement n'importe quel mouvement on doit prévenir la Direction au moins 8 jours avant. Cette grève était donc illégale.

Par la suite, les ouvriers firent appel aux délégués pour s'entendre que "leur grève était juridiquement indéfendable". La Direction envoya l'ultimatum habituel : Ou la reprise du travail ou le licenciement. Les ouvriers intimidés devant cette situation inattendue reprirent le travail.

La Direction dit : "GREVE ILLEGALE". Les Syndicats disent : "D'ACCORD, C'est VRAI".

L'année dernière la Direction et les Syndicats "ILS" ont signé ces accords. Cette année ce sont "NOUS" les ouvriers qui payons. Quant à la C.G.T. elle fit encore un peu de démagogie dans cette grève, mais par ailleurs elle attaque Dreyfus devant les tribunaux pour être considérée signataire de ces accords.

NOUS AURONS ENCORE PAS MAL D'ACCORDS DE CE GENRE A DECHIRER SI NOUS VOULONS
VAINCRE.
